

Un défi au capitalisme

La colère qu'exprime le mouvement des gilets jaunes, c'est celle des frigos vides, celle des chômeurs et des chômeuses, des smicard-es, des précaires, des intérimaires, des temps partiels, des salarié-es des TPE (Très Petites Entreprises) et des PME, du commerce, des retraité-es avec leurs petites pensions.

Et, surtout, des femmes seules, dont le rôle est absolument prépondérant dans cette révolte. Sur les barrages, les ronds-points, ou les plateaux de télévision, quelle force, quel courage ! L'écrivain Edouard Louis, dans un texte, décrit les gilets jaunes : « *des corps souffrants, ravagés par le travail, par la fatigue, par la faim, par l'humiliation permanente des dominants à l'égard des dominés, par l'exclusion sociale et géographique, je voyais des dos broyés, des regards épuisés* ». Ces gilets jaunes bousculent le capitalisme, la fable du ruissellement, la morgue, l'arrogance, de Macron et des dirigeants politiques en général. Ils se mobilisent pour les droits démocratiques, pour la justice fiscale, le retour de l'ISF, pour des services publics dans les territoires, la revalorisation du Smic, des salaires, des retraites et des allocations de toutes sortes. D'où leurs incursions dans les beaux quartiers pour vouer aux gémonies le système capitaliste, les banques et les magasins de luxe.

LE GRAND PATRONAT SE GAVE... ET SE CACHE

Celui qui se fait discret, actuellement, face à la colère de la rue, c'est le grand patronat. Pour 2018, les entreprises du CAC 40 battent tous les records de profits : 94 milliards d'€... auxquels il faut ajouter les 90 milliards d'€ d'évasion et de fraude fiscales, les 40 milliards du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), les 120 milliards de subventions des collectivités locales, surtout, aux grandes entreprises.

Ces milliards sont le fruit du travail, de l'exploitation des salarié-es. L'exploitation, cette violence extrême imposée par le capital, se traduit par 9 millions de pauvres en France, par plus de 50 millions de morts, par an, dans le monde (selon les rapports annuels des trois commissions de l'ONU sur l'alimentation, la santé, le climat) autant que durant les six ans de la dernière guerre mondiale. Le capitalisme tue, broie les individus. Et la bourgeoisie et une grande partie des médias ont osé traiter les gilets jaunes de barbares, d'irresponsables, de brutes qui détruisent l'économie. Ils montrent là une détestation profonde des mouvements sociaux, une violence de classe. Ceux et celles qui sont à la source des privilèges des riches et de l'asservissement de la population sont le grand patronat et ses serviteurs, la droite et les socialistes, qui se sont succédé au pouvoir depuis plus de 60 ans et dont certains gouvernent actuellement avec Macron.



L'ARGENT EXISTE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS

Macron a été contraint de lâcher du lest pour protéger les intérêts des grandes fortunes. Mais ses reculs successifs l'ont discrédité auprès des possédant-es, tant sur le plan national qu'international. Toutefois les mesures d'urgence prises pour restaurer le pouvoir d'achat de la population restent dans la logique du capital, c'est-à-dire financées par les contribuables. Reste à faire payer les riches qui se gavent d'argent public, ces assisté-es qui nous « *coûtent un pognon de dingue* ». Les prochains jours peuvent nous permettre d'aller dans ce sens. Ils seront l'occasion de créer l'unité d'action du monde du travail avec les gilets jaunes pour répondre aux besoins de notre classe sociale. Le dialogue pipé proposé par le monarque Macron et les solutions institutionnelles avancées par d'autres ne sont que des impasses.

Sommaire :

- Page 1 : Les Gilets Jaunes
- Page 2 : Migrant-es au Pays Basque
- Page 3 : Euskal Herri, preso & G7 EZ !
- Page 4 : Enfants et hôpitaux en danger
- Page 5 : Ford, la lutte continue
- Page 6 : Droits de l'homme
- Page 7 : Livre, Mapuche de Caryl FÉREY

L'heure est à la lutte des classes !!!



Accueil des migrant-es : nous ne çèderons pas au vent mauvais !

é
d
i
t
a

Dans le monde d'aujourd'hui, le drame des migrant-es illustre la barbarie du capitalisme qui pousse des millions de femmes, d'hommes et d'enfants à fuir, au péril de leur vie, les violences, les guerres, et la misère que génèrent l'oppression et l'exploitation.

Face à la répression, les migrant-es, venues d'Afrique pour la plupart, sont contraint-es d'emprunter ce nouveau couloir passant par le Maroc, l'Espagne, et le Pays Basque pour obtenir une vie meilleure afin de bénéficier des droits les plus élémentaires et les plus fondamentaux. Au Pays Basque des structures se sont mises peu à peu en place pour parer au plus pressé et offrir à ces hommes, des femmes et ces enfants - qui ne font que passer pour se diriger ensuite vers le nord de l'Europe - un toit, des repas chauds, une aide juridique et médicale etc.

Le 17 décembre dernier, dans le cadre de la journée internationale des migrant-es (qui avait été avancée d'une journée en Pays Basque du fait de la visite annoncée puis annulée de Macron à Biarritz pour préparer le G87 de l'an prochain) 200 personnes se sont réunies à l'appel du collectif

« Solidarité-Migrants - Etorbinekin » (1)

et du réseau d'accueil d'Irun pour dénoncer la montée des nationalismes, des racismes, des extrêmes droites en France, en Europe, et dans le monde. Manifestation dans une bonne ambiance du pont international Saint-Jacques, qui relie Hendaye à Irun au dessus de la Bidassoa, jusqu'à la gare en passant par le centre de rétention.



Pour le mouvement ouvrier cette solidarité est un devoir et toute la propagande anti-migrant-es, mise en œuvre par l'extrême droite, rejointe sur ce point par une bonne partie de la classe politique - gauche comprise - est un danger pour les droits sociaux et démocratiques du monde du travail.

C'est pourquoi il est grand temps que les militants syndicalistes, en passant outre la timidité de leurs confédérations, organisent la solidarité à l'égard des migrant-es et luttent pour l'égalité pour tous et toutes, ce qui est, au final, un enjeu majeur pour la défense de nos intérêts de classe.

Car ce ne sont pas les migrant-es qui sont responsables du dumping social et du chômage, mais bien l'exploitation capitaliste qui dresse les pauvres contre les plus pauvres et encourage toutes les peurs.



(1)regroupant ASPAL-PB-SL, Bizi, CDDHPB, CGT Territoriaux Biarritz, EELV Pays basque, EH Bai, Ensemble! Pays Basque, Fraternité de Foucauld, La Cimade, LDH Bayonne, Les Bascos, Sa'a, Diakité, ATTAC, NPA Pays Basque.



« Et maintenant les prisonnier-es » « Orain presoak »

C'est le 12 janvier prochain, comme chaque année, que deux manifestations en faveur des prisonnières et des prisonniers basques auront lieu, l'une à Bayonne et l'autre à Bilbao.

Au Pays Basque Nord, l'appel à manifester émane des « Artisans de la Paix » qui estiment que depuis la fin de l'ETA, le processus de paix (*processus de paix unilatéral, rappelons que pour nous, ce prétendu processus n'existe pas les Etats espagnol et français refusant toujours de s'asseoir autour d'une table de discussion pour essayer de mettre fin au conflit basque*) doit avancer avec la question des prisonnier-es.

On pourrait dire, au contraire, que la situation au jour d'aujourd'hui ne progresse pas et que la stagnation s'est installée. Après le rapprochement de 25 prisonniers vers les prisons de Mont-de-Marsan (Landes) et Lannemezan (Hautes-Pyrénées), le retrait du statut de DPS (Détenue Particulièrement Signalée) a été retiré à 22 autres prisonniers ce qui leur permet de ne plus être en isolement. Aucune solution n'a été trouvée pour les prisonnières.

Il reste aujourd'hui dans les prisons françaises 10 femmes et 47 hommes, dont certains ont encore le statut DPS, d'autres qui peuvent être rapprochés. Il faut résoudre le problème des femmes et celle de 3 prisonniers qui en sont à leur trentième année d'incarcération.

Depuis l'élection du premier ministre socialiste Pedro Sanchez en Espagne, le gouvernement français s'est plus ou moins aligné sur la même politique que son gouvernement (rappelons qu'ils ont fêté ensemble la fin de l'organisation ETA) : arrêt des

rapprochements des prisonnier-es, arrêt des discussions avec le Ministère de la Justice à l'initiative de ce dernier ; cinq personnes arrêtées à Ossès (Ortzaize Basse Navarre) en 2015 ont été jugé-es et condamné-es ce mois de décembre à Paris. Trois personnes qui avaient hébergé deux prisonniers basques écopent de 6 mois à 18 mois de prison avec sursis, quant aux deux prisonniers, déjà incarcérés, ils écopent de sept ans de prison. De son côté le militant basque Lof (Jean François Lefort) a été condamné à deux ans de prison par la justice espagnole pour appartenance au groupe Askatasuna, condamnation qu'il a accepté et qui lui permet de ne pas être incarcéré car inférieure à 2 ans, ce qui avait été le cas également pour Aurore Martin.

La feuille de route qui avait été établie avec le ministère comportait les rapprochements, la levée des Statuts DPS, la question des prisonniers gravement malades, la question des libérations conditionnelles (la Loi française n'est même pas appliquée). Malgré la faiblesse de ses revendications concernant les prisonnier-es politiques basques, la gauche abertzale maintient l'illusion qu'un processus de paix est en marche alors que tout est bloqué. Et ce n'est certainement pas la manifestation du 12 à Bayonne, où un maximum d'élus manifesteront avec leur écharpe tricolore mais où les portraits des prisonnier-es seront seulement tolérés, qui y changera quelque chose.

Le NPA Pays Basque participera à cette manifestation en rappelant qu'il est temps maintenant d'aller plus loin dans les exigences concernant les prisonnier-es en premier lieu clamer haut et fort les mots d'ordre : Prisonnier-es à la Maison – Amnistie pour tous et toutes :



Presoak etxerat ! – Amnistia osoa

G7 EZ ! NON AU G7, pour un autre monde !

Le prochain G7 se tiendra à Biarritz du 24 au 26 août 2019. Une plateforme d'opposition à sa tenue s'est constituée depuis plusieurs mois. Plusieurs organisations du Pays basque nord et du Pays basque sud en font partie*. Un groupe parodique du G7 s'est également mis en place, il s'intitule « Fan Club G7 » et prépare des actions pour l'année 2019. La première aura lieu le 16 février, plus d'infos prochainement.

Le 18 décembre Macron devait venir à Biarritz préparer cet événement et rencontrer quelque cent cinquante ambassadeurs et ambassadrice. Finalement il n'est pas venu et à envoyer Le Drian à sa place. Un large comité d'accueil était présent pour accueillir tout ce joli monde : des Gilets Jaunes, la plateforme G7 EZ !, des altermondialistes de BIZI, des syndicats et certains partis. La police était là aussi et n'a pas hésité à utiliser ses lacrymos et ses flash balls blessant gravement une jeune étudiante de 18 ans au visage. Elle a donc été visée à la tête alors que c'est interdit pour ces armes violentes. La mobilisation et les préparations continuent pour 2019 ! Nous aurons encore une belle année de luttes à mener ! Site G7 EZ ! : <http://g7ez.eus/fr> - f G7 fan club



*Amankomunak ; ELB ; Aitzina ; Association PAFI Elkartea (Pour une Alternative Féministe) ; Etxalde ; EELV Pays Basque ; ATTAC Pays Basque ; HIRU ; EH Bai ; Bake Ekintza Antimilitarista LAB ; EH Bildu ; Bilgune Feminista ; STEILAS ; Ensemble Pays Basque ; Eleak Libre ; Union Syndicale Solidaires ; Enrai ; GENEPI Bayonne ; ; Euskadiko Partidu Komunista ; Ikasle Ekintza ; Ezker Anitza ; IpEH Antifaxista ; Gazte Komunistak ; Komite Internazionalistak ; Indar Beltza ; Ongi Etorri Errefuxiatuak ; Les Insoumis-e-s ; Zutik/collectif contre les violences sexistes ; ; NPA Pays Basque ; Sortu.

Mineur-es et hôpitaux sacrifié-es

il est temps que cela change !

Protection de l'enfance : mineurs en danger

C'est un appel au secours que les 15 juges du tribunal Bobigny (93) ont lancé à travers une tribune publiée en novembre dans «Le Monde» et sur «France Inter». Juges des mineurs délinquants ou en danger, en charge des placements en foyer ou des mesures d'accompagnement éducatif au sein d'une famille, ils s'y inquiètent « des délais de prise en charge inacceptables en matière de protection de l'enfance ».

Il s'écoule jusqu'à 18 mois entre l'audience et l'affectation du suivi à un éducateur ce qui se traduit par « près de 900 mesures, soit 900 familles en attente » Et de conclure, impuissants : « Nous sommes devenus les juges de mesures fictives, alors que les enjeux sont cruciaux pour la société de demain. Des enfants mal protégés, ce seront davantage d'adultes vulnérables et, ce n'est plus à prouver, davantage de passages à l'acte criminel »;

Dans le Nord, l'Indre-et-Loire, le Maine-et-Loire, les Hauts-de-Seine, les Bouches-du-Rhône, la protection de l'enfance est sacrifiée. Tributaires de la baisse des dotations de l'État, les départements, qui gèrent l'aide sociale à l'enfance (ASE), sabrent les budgets.

Conséquences : des fermetures de foyers, des délais de prise en charge allongés et donc inopérants, des référents ASE surchargés, une ubérisation du secteur à travers des appels à projets, des enfants abandonnés à leur sort. **La Protection de l'Enfance porte bien mal son nom !**



« Martin Hirsch, faites comme Nicolas Hulot ! » : l'appel de 105 médecins au patron de l'AP-HP

André Grimaldi, professeur émérite d'endocrinologie-diabétologie à la Pitié Salpêtrière et 104 médecins de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris publient un texte qui interpelle le directeur général de l'institution, Martin Hirsch, sur la politique du gouvernement en matière de santé.

En voici quelques extraits : « Cette course sans fin à l'activité poussée jusqu'à l'absurde ne fonctionnera plus. A nouveau l'AP-HP va connaître pour 2018 un déficit de près de 200 millions d'euros. ... Faute de pouvoir compter sur un accroissement des recettes, vous avez annoncé une poursuite de la diminution d'effectifs de 800 à 1000 postes chaque année jusqu'en 2023. Le temps passé par les soignants au lit des malades va encore diminuer..... »

Dans votre livre « L'Hôpital à cœur ouvert », vous déclariez que le fil rouge de votre action était la qualité des soins. Savez-vous comment a évolué cette qualité sous votre direction ? Notre conviction c'est qu'elle s'est dégradée, parallèlement à l'aggravation des conditions de travail des aides-soignantes, des infirmières, des cadres de santé, des secrétaires, des internes et des médecins... Le moment n'est il pas venu pour vous de refuser d'appliquer cette politique en plaçant le gouvernement face à ses responsabilités ? Par exemple, à l'occasion d'une intervention solennelle lors de la matinale de France-Inter »

Martin Hirsch répondra t-il à cet appel ? Rien n'est moins sûr.



Que faire ?

Les juges, les médecins, à travers leurs appels et tribunes, les syndicats dans les entreprises, dans la rue, les gilets jaunes qui exigent la justice sociale, les associations pour une économie solidaire, les écologistes, les féministes, les associations d'aide aux migrants, les peuples en luttent pour le droit à disposer d'eux-mêmes : combien sommes-nous à protester contre un pouvoir violent, une oligarchie qui, avec l'argent caché dans les paradis fiscaux, paye des armées d'avocats pour détourner le droit à son profit, graisse la patte des élu-es pour des profits à court terme et contre l'intérêt général ? Nous sommes très nombreux, assez nombreux, si nous nous unissons, dans l'intérêt général, celui du plus grand nombre, celui de la planète terre. Ce système, capitaliste, d'accumulation sans fin des richesses pour une classe sociale dominante, semble à bout de souffle, mais il tient bon.

Tombera-t-il de lui-même ? Quand bien même, ne faut-il pas préparer l'après ? Quelle société voulons-nous ?



Le bras de fer continue à Ford Blanquefort

Le 27 février, Ford annonçait son désengagement de Blanquefort. Le 7 juin, l'entreprise annonçait sa décision de fermeture et le lancement d'une procédure PSE de fermeture d'usine. Et le 13 décembre, nouvelle journée « noire », Ford annonçait son refus définitif du plan de reprise par Punch, le seul candidat à la reprise. Définitif ? Peut-être pas, car le bras de fer devrait continuer encore un moment.

Il est très difficile d'imaginer la suite de l'histoire. Maintenant que la procédure PSE est terminée, qu'est-il possible d'espérer ? Tout semble en place pour que Ford exécute son plan de fermeture entre janvier 2019, date des premiers départs « volontaires » en préretraite, et octobre, date prévue pour les derniers licenciements. Entretemps la production s'arrêterait en août et, au bout du compte, 872 emplois seraient supprimés.

Tellement facile de licencier

Mais il peut se passer encore des choses. D'abord, pour que Ford puisse « exécuter » son PSE et commencer à faire partir les salariés, il faut d'abord que la Direccte donne son homologation. Elle a 21 jours pour le faire, et il devrait y avoir des arguments pour refuser. Car Ford n'a pas respecté toute la législation qui est pourtant peu contraignante.

Un PSE, malgré ses apparences, c'est quand même un « plan de sauvegarde de l'emploi », ce qui signifie que logiquement il y a la préoccupation de « sauver » au moins quelques emplois.

Cela se voit davantage, peut-être parce que notre bataille contre la fermeture de l'usine pousse tout le monde dans ses derniers retranchements. Nous dénonçons toujours l'inadmissible, et ainsi nous poussons les pouvoirs publics à ne pas regarder sans rien faire, comme malheureusement cela a été trop longtemps le cas. L'État est bien obligé de chercher une solution, mais avec des moyens très limités !

Cette « impuissance » de l'État est réelle, mais ce sont tous les gouvernements qui ont construit cette impuissance car, peu à peu, au cours des dernières décennies, les « pleins pouvoirs » ont été donnés aux capitalistes comme Ford.

Alors les cabinets des ministères concernés s'activent, cherchent dans la législation les outils qui permettraient de contraindre un minimum Ford, et c'est toute une gymnastique qui se déploie pour trouver une faille. On sait pourtant qu'il y aurait des solutions plus rapides et plus directes : pourquoi ne serait-il pas possible de prendre des mesures d'autorité comme prendre le contrôle de l'usine ? On appelle ça comme on veut : une réquisition, une expropriation... Et si le nom fait peur, si c'est trop radical, pourquoi ne pas « racheter » l'usine Ford pour 1 euro symbolique ? Pourquoi est-il possible de financer les multinationales avec des aides publiques diverses (CICE, chômage partiel, aides à l'investissement...) et pourquoi tout deviendrait impossible lorsqu'il s'agit de prendre le contrôle d'un outil productif ?



Or Ford depuis le début se moque délibérément de préserver l'activité comme les emplois. Ford a refusé toute recherche réelle de repreneur, même si elle avait sollicité un cabinet dédié à cette tâche, qui a lamentablement (et bizarrement ?) échoué.

Et quand Ford s'est retrouvée, sans le vouloir, avec un projet de reprise dans les pattes, la multinationale a refusé de l'étudier sérieusement. Aucune coopération, ni avec le candidat à la reprise, ni avec l'État. Seulement une longue partie de bras de fer, de tractations, de réunions manquées, de documents non fournis...

Le résultat est sans surprise : la multinationale avait décidé de fermer et se moque de tout le monde, des salarié-es évidemment mais aussi de l'État et même du ministre Le Maire et du président Macron. Oui Ford fait comme bon lui semble. Mais il faut dire que c'est tellement facile de licencier et de fermer une entreprise : il n'y a pas de raison que Ford s'embête avec des formalités !

Impuissance organisée

En réalité, Ford n'est pas pire que les autres multinationales qui font d'énormes profits et qui se sont gavées de subventions publiques pendant des années.

Ne peut-on pas considérer que l'usine Ford est déjà en partie publique, après 45 ans passés à faire des cadeaux à la multinationale ?

Continuer la lutte

Alors certes, il y a peu d'espoir de changer la donne. Surtout en l'absence d'une mobilisation d'une majorité de collègues, qui sont désespérés et résignés. Mais notre bataille n'est pas vaine. Il y a trop de fermetures d'entreprises, trop de licenciements, trop de chômage aujourd'hui pour rester sans rien faire. Les pouvoirs publics le savent bien, l'État le sait bien.

Dans les semaines qui viennent, nous allons continuer la lutte pour sauver l'usine et le plus d'emplois possible. Ce n'est pas irréaliste. La situation est particulière, car nous avons des appuis « de luxe » avec les déclarations du ministre Le Maire, celles des collectivités locales, avec la collaboration des services de l'État pour contrecarrer le projet de Ford. On ne sait pas ce que cela va donner, mais on s'accroche avec nos forces et nos moyens. Nos emplois, les 2000 emplois induits, notre avenir, tout cela en vaut la peine.

Philippe Poutou



Déclaration universelle des droits de l'homme Un triste 70^{ème} anniversaire

On vient de célébrer le 70^{ème} anniversaire de la « Déclaration universelle des droits de l'Homme » adoptée le 10 décembre 1948 au Palais de Chaillot, à Paris, lors d'une assemblée générale de l'ONU qui réunissait à l'époque 58 états membres (ils sont aujourd'hui 193).

Officiellement, il s'agissait de tourner la page de la Seconde guerre mondiale avec ses dizaines de millions de morts et de blessés, ses camps de la mort, ses génocides, les horreurs d'Hiroshima et de Nagasaki, ses innombrables personnes déplacées...

Conçu comme « un idéal commun à tous les peuples et à toutes les nations », ce texte - qui doit beaucoup au bayonnais René Cassin - affirmait l'égalité de tous les êtres humains au delà de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur langue, de leur religion, de leurs opinions politiques, ou autres, et leurs droits à la liberté de parole, de conscience, de religion, de libre circulation.... Il affirmait en outre le principe « à travail égal, salaire égal ».

Mais, dès le début, le ver était dans le fruit. D'abord cette déclaration n'était pas contraignante et ne comprenait aucune obligation juridique de la part des signataires. C'est à dire que l'on pouvait fort bien la signer puis s'asseoir dessus. Ce que firent la plupart des États présents. Mais, même avant cela, plusieurs d'entre eux avaient décidé de ne pas la signer, au nombre desquels la Russie stalinienne et ses satellites (Biélorussie, Ukraine, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie), la très féodale Arabie Saoudite et la très raciste Afrique-du-Sud de l'époque de l'apartheid.

Parmi les signataires, certains respectaient chez eux un certain nombre de droits démocratiques élémentaires mais en privaient les centaines de millions de personnes de leurs immenses empires coloniaux. C'était notamment le cas de la France, du Royaume Uni mais aussi de la Belgique et des Pays-Bas. Quant aux États-Unis, qui avaient parrainé la Déclaration dès le début et poussé à son adoption, ils soutenaient des régimes dictatoriaux fantoches dans toute l'Amérique Latine et, chez eux, continuaient de refuser l'égalité de la population noire. D'autres, comme l'Égypte, l'Éthiopie et Haiti opprimaient leurs populations et faisaient jeter en prison les opposant-es.

Bref les grands pays capitalistes - qui étaient derrière cette déclaration - étaient les mêmes qui, par leurs rivalités, avaient provoqué les deux conflits mondiaux. En adoptant ce texte ils se donnaient bonne conscience à bon compte. Et depuis 70 ans, en matière des droits de la personne humaine, les choses n'ont fait qu'empirer, les guerres civiles alternant avec les guerres tout court, les famines avec les répressions, les génocides avec les exodes forcés. Sur ce dernier point d'ailleurs il faut rappeler que l'article 13 de la « Déclaration » précisait :

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.



Les millions de migrant-es nous montrent aujourd'hui que ces droits sont bafoués par tous les régimes, qu'ils soient ouvertement dictatoriaux ou se prétendent démocratiques.

Alors bien sûr nous sommes au côté de toutes celles et de tous ceux qui luttent pour que ces droits soient respectés et deviennent une réalité pour des centaines de millions de personnes.

Mais nous savons bien que, comme tous les droits, ils ne peuvent s'obtenir et se conserver que par la lutte, sans faire aucune confiance aux politicien-nes de tous bords qui affirment leur « humanisme » tout en soutenant un système économique et social qui est la négation même de ces droits humains.

NPA

SOUSCRIPTION 2019 npa2009.org

**UNE VOIX ANTICAPITALISTE
CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE**

**Livre****MAPUCHE, de Caryl FÉREY**

Edition folio policier

Ce roman est un thriller qui se passe en Argentine. Jana indienne mapuche considérée comme une paria, vit à Buenos Aires depuis plusieurs années, au début de la crise financière elle fut prostituée pour subsister, elle est maintenant sculptrice. Ruben est un des rares rescapés des prisons clandestines de l'École de la Marine pendant la dictature militaire où il fut incarcéré comme des milliers d'autres « subversifs ». Il est détective pour les grands-mères de mai, femmes qui depuis le retour de la démocratie il y a trente ans, sont à la recherche de leurs disparu-es et demandent des comptes à l'Etat argentin sur leurs disparitions. La mère de Ruben (qui a vu son père mourir) fait partie de ces Abuelas puisque sa fille et son mari ont péri dans ces geôles après avoir subi les pires tortures.

Ces deux morts-vivants n'auraient jamais dû se rencontrer, mais l'amie de Jana, Paula (un travesti) s'inquiète de la disparition d'un autre travesti Luz. Cette rencontre et cette recherche va les plonger au centre du système soi disant démocratique du système politique argentin.

Là vont s'ouvrir les pages d'horreur pour Jana et Ruben. C'est là aussi que le livre devient un témoignage de la torture et des assassinats par milliers ayant été commandés par les plus hauts gradés de la junte militaire et effectués pas des sbires sans foi ni loi d'un sadisme inimaginable et pourtant réel. Tout ça avec la complicité de la police et de l'Eglise (tout ce beau monde ayant profité des lois d'amnistie). C'est elle aussi qui a ordonné que soient enlevés les enfants des disparu-es afin d'être adoptés par la bourgeoisie argentine.

Le livre de Carl Férey nous emporte dans l'horreur absolue, comme il y entraîne ses deux héros, horreur de plus en plus monstrueuse à supporter car horreur véridique. Malgré celle-ci, il est impossible de s'arrêter de lire, même avec la crainte de ce que nous allons découvrir dans les pages suivantes.

Ce roman bouleversant de Caryl Férey nous décrit la violence incommensurable de la dictature, mais aussi de la bourgeoisie capitaliste qui n'hésite pas à massacrer le peuple pour préserver ses acquis. Une leçon que nous ne devons pas oublier. Autant il excelle à nous décrire l'horreur autant il le fait également pour nous décrire les merveilleux moments de tendresse entre les deux survivant-es que sont Jana et Ruben. A lire absolument !

* Le peuple des indiens Mapuche a été spolié de ses terres qui s'étendaient entre le Chili et l'Argentine au 19^{ème} siècle. Il s'agit du deuxième peuple indigène des Amériques, presque deux millions répartis dans le Nord de la Patagonie chilienne et argentine, leur réalité est très diverse dans ces deux territoires. Leur revendication principale est la re-constitution d'une nation, d'un territoire propre sur leurs anciennes terres.

Au 19^{ème} siècle, avant l'invasion argentine et chilienne, le peuple mapuche constituait une société très riche et en plein essor économique et culturel. Ils ont quatre valeurs fondamentales pour faire de la politique : Kim che (des gens sages), Nor che (des honnêtes gens), Newen che (des braves gens) et Kume che (des gens bons).

Le 1^{er} décembre 2017 a eu lieu, à Paris, un rassemblement contre la répression exercée en Argentine à l'encontre du peuple mapuche, à l'appel d'organisations de solidarité argentines et latino-américaines, auquel a participé le NPA. L'appel disait : « Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous mobiliser pour arrêter cette escalade répressive en Argentine. ». La répression criminelle du gouvernement argentin fait partie d'un véritable plan. En 2017 plusieurs militants sont morts : Santiago Maldonado disparaissait et son corps était retrouvé 45 jours après, noyade selon la police qui avait fait feu sur lui ; Rafael Nahuel a été assassiné près du lac Mascaradi lors d'une manifestation, et il y a eu trois blessés par balle. Facundo Jones Huala - dirigeant de la résistance populaire mapuche - est quant à lui prisonnier, en attente de son extradition au Chili.

Les Mapuches se mobilisent pour leurs terres et protestent contre la déprédation de la Patagonie que réalisent les grands groupes capitalistes nationaux et internationaux. Le gouvernement les traite comme un groupe subversif et violent, qui ne reconnaît pas l'Etat argentin. On sait ce que cela signifie en Argentine.

